

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21076 - 78ÈME ANNÉE

## COI : VERS UNE MUTUALISATION DE MOYENS DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE ET DE VALORISATION DE CE DÉCHET



**Comment sensibiliser aux impacts des pollutions par les plastiques? Comment éduquer à l'environnement? Comment favoriser le développement d'une économie circulaire? Telles étaient les principales questions de la Rencontre internationale « *Les plastiques dans l'Océan Indien* », organisée du 17 au 19 octobre à Antananarivo.**

Le Groupe interacadémique pour le développement (GID) et la Commission de l'Océan Indien (COI) ont organisé du 17 au 19 octobre à Antananarivo la Rencontre internationale « *Les plastiques dans l'Océan Indien* ».

La Rencontre était une première. Elle associait autorités politiques de la région, chercheurs, experts, industriels, acteurs académiques, ONG, enseignants et scolaires. Son objectif était d'établir un état des lieux sur la pollution plastique. Maya Césari, conseillère régionale déléguée à l'Innovation et l'Économie bleue faisait partie des intervenants. Le secrétaire général de la COI était également présent.

La pollution plastique est un enjeu environnemental essentiel. Il nécessite des réponses globales. Notre région est non seulement touchée par les déchets qu'elle produit, mais aussi par les plastiques amenés par les courants marins.

Venue d'Asie, cette pollution résulte d'un fait : 80% du plastique qui n'est pas recyclé va s'écouler vers les océans.

Pour la première fois, dans le cadre du programme ExPLOI, opéré et développé par la COI, avec le soutien de l'Agence Française de développement et du Fonds français pour l'environnement mondial, les pays membres de la COI vont conduire une politique commune dans le but de réduire, de recycler et de valoriser énergétiquement les déchets plastiques. Ce changement d'échelle constitue une initiative majeure.

Il vise à mutualiser les ressources afin de répondre aux trois questions abordées lors de la Rencontre : Comment sensibiliser aux impacts des pollutions par les plastiques ? Comment éduquer à l'environnement ? Comment favoriser le développement d'une économie circulaire ?

Parallèlement, le sujet de la production en amont était également abordé.

Le Groupe Interacadémique pour le Développement (GID) est une association

internationale créée en 2007, d'une trentaine d'académies d'Europe du Sud et du continent africain dont l'ambition est de mobiliser les savoirs au service d'un véritable co-développement euro-africain.

Manuel Marchal

## LE CHANGEMENT CLIMATIQUE MENACE UN MILLIARD D'ENFANTS

**Les effets du changement climatique menacent un milliard d'enfants et, globalement, le niveau de vie des mineurs dans le monde ne s'est pas amélioré au cours de la dernière décennie, a déclaré l'ONG KidsRights.**

La pandémie de Covid-19 a eu un impact important sur les mineurs, qui ont été privés de nourriture ou de médicaments en raison de perturbations dans le secteur de la santé. Cette situation a entraîné la mort de quelque 286.000 enfants de moins de cinq ans, a indiqué l'ONG néerlandaise dans une étude annuelle.

Tous les ans, le "KidsRights Index" classe 185 pays en fonction de leur respect de la

Convention internationale des droits de l'enfant, sur la base de données de l'ONU. Selon l'ONG, l'Islande, la Suède, la Finlande et les Pays-Bas sont aux premières places du classement 2022. A contrario, la République centrafricaine, la Sierra Leone, l'Afghanistan et le Tchad sont au bas de la liste.

Pour la première fois en 20 ans, le nombre d'enfants qui travaillent est passé à 160 millions, soit une augmentation de 8,4 millions au cours des quatre dernières années, selon le "KidsRights Index", compilé avec l'Université Erasmus de Rotterdam.

L'étude a salué les progrès effectués par certains pays, tels que l'Angola qui a réduit de plus de moitié la mortalité des enfants de moins de cinq ans et le Bangladesh.

Ce pays a réduit de près de moitié le nombre des moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale. De son côté, la Bolivie a presque réduit de moitié son nombre d'accidents d'enfants au travail.

D'autres pays sont déplorés par le rapport, notamment le Nigeria qui a un taux élevé de décès de mères pendant l'accouchement, et le Monténégro, qui a un faible taux de vaccination.

### Les pays où le climat fait le plus de victimes

Moyenne annuelle du nombre de tués par des événements climatiques pour 100 000 habitants \*



Période observée : 1996 - 2016.

\* Les risques géologiques tels que les tremblements de terre, éruptions volcaniques et tsunamis, ne dépendant pas du climat, ne sont pas inclus.

## **CUBA DEMANDE LA LEVÉE DE L'EMBARGO AMÉRICAIN**

**Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez, a appelé le 19 octobre le gouvernement américain à lever son embargo commercial, ou blocus, qui dure depuis plusieurs décennies contre le pays.**

*"Le blocus américain a causé à Cuba des pertes évaluées à 3,806 milliards de dollars entre août 2021 et février 2022"* à un moment où Cuba luttait également contre les effets de la pandémie de COVID-19 et de l'ouragan Ian, a déploré Bruno Rodriguez lors d'une conférence de presse à La Havane, la capitale du pays.

Ce dernier a tenu ses propos avant la présentation annuelle par le gouvernement cubain à l'Assemblée générale des Nations Unies d'un projet de résolution demandant la fin de l'embargo.

L'Assemblée générale doit discuter et voter sur le projet de résolution au début du mois de novembre.

Le ministre a aussi réagit après l'annonce de l'administration Biden, le 18 octobre, de fournir 2 millions de dollars à Cuba pour les efforts de secours d'urgence après le passage de l'ouragan Ian.

*"Malgré les annonces positives... le blocus n'a pas changé dans sa portée ou sa profondeur",* a déclaré Bruno Rodriguez, ajoutant que Cuba était reconnaissante de l'aide américaine mais qu'elle était toujours paralysée par l'embargo, qu'il a qualifié d'"ouragan" qui ne cesse de frapper l'île.

Selon Bruno Rodriguez, les sanctions commerciales américaines, limitent sévèrement l'accès de Cuba à la

nourriture, aux médicaments, à la technologie et aux intrants sur le marché international. *"Le monde serait meilleur sans le blocus américain contre Cuba",* a-t-il ajouté.

Imposé en 1962, cet embargo a été renforcé par l'ancien président républicain américain Donald Trump. Ce dernier a mis en place 243 sanctions supplémentaires à partir de 2017, notamment en interdisant tout vol depuis les États-Unis vers Cuba à l'exception de La Havane, et en limitant les transferts d'argent des Américains d'origine cubaine vers leurs familles.

L'actuelle administration démocrate du président Joe Biden a assoupli certaines politiques autour des transferts de fonds, des vols, du tourisme et, plus récemment, de la migration. Et Washington a annoncé son intention de rouvrir des services consulaires complets à La Havane en 2023.

Mais *"l'embargo est une pandémie permanente, un ouragan constant",* a-t-il déclaré. *"Aujourd'hui, la politique du gouvernement du président Biden à l'égard de Cuba est... la même politique républicaine, aucun changement n'a été introduit dans cette politique."*

D'autant que les lois et de règlements américains ralentissent les transactions financières et l'acquisition de biens et de services par le gouvernement cubain.

Les États-Unis ont justifié que leurs politiques visent à canaliser *"les fonds vers le peuple cubain et à les éloigner d'un régime qui n'a pas réussi à répondre aux exigences les plus fondamentales d'une société libre et juste"*.

Bruno Rodriguez a critiqué cette déclaration, affirmant que le blocus *"vise à provoquer l'incapacité du pays à répondre aux besoins fondamentaux de la population."*



## LA NUPES DÉPOSE UNE MOTION DE CENSURE CONTRE LE GOUVERNEMENT D'EMMANUEL MACRON

**Signée par socialistes, communistes, écologistes et insoumis, la motion de censure contre le gouvernement a été déposée le 19 octobre, après l'utilisation du 49.3 sur la partie recettes du budget 2023. Elle dénonce « la fragilité politique du gouvernement » et son « mépris pour la représentation nationale ».**

Les députés de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) ont aussi dénoncé un « acte de brutalité antidémocratique ». Signée par les 151 élus de la coalition réunissant les groupes socialiste, communiste, écologiste et insoumis, la motion pose « la fragilité politique du gouvernement » et son « mépris pour la représentation nationale ».

« Le macronisme est devenu un autoritarisme », a dénoncé Mathilde Panot, cheffe de file des députés La France insoumise (LFI) devant la presse. Pour le socialiste Boris Vallaud, le gouvernement a « changer de méthode », tandis que le communiste André Chassaigne a dénoncé un gouvernement qui « accompagne la brutalité d'un mensonge permanent ». De son côté, l'écologiste Cyrielle Châtelain, qui défendra la motion, a déploré « un mépris » et un « travail parlementaire balayé en quelques heures ».

Les députés ont également mit en avant le non respect de la décision prise cet été par la Première ministre Élisabeth Borne de ne pas solliciter un vote de confiance de l'Assemblée.

Les députés de gauche ont aussi fustigé les « impasses », sur le « dérèglement climatique », la

« crise énergétique » et sur « l'inflation », qui conduit selon eux le gouvernement à cette décision. Cet « acte de brutalité antidémocratique [...] nous conduit à demander la censure du gouvernement », ont-ils estimé.

Ils dénoncent également la décision du gouvernement de ne pas retenir dans le texte certains amendements adoptés, tels que la proposition MoDem de majorer la taxation des dividendes de grosses entreprises ; la proposition Les Républicains (LR) de rétablir « l'exit tax » contre l'exil fiscal d'entrepreneurs ; ou la proposition d'imposer un crédit d'impôt pour le reste à charge de tous les résidents en Ehpad (amendement PS).

Il faudra attendre la conférence des présidents de l'Assemblée pour connaître la date de l'examen de cette motion. Cet examen ne devrait intervenir que 48h après le dépôt et au plus tard lors du « troisième jour de séance suivant l'expiration » de ce délai de 48h. La motion de censure pourrait être examinée dès le 22 octobre ou en début de semaine prochaine.

Seuls les députés favorables à la motion votent, et la motion devra être adoptée avec au moins 289 voix, soit la majorité absolue des députés. A droite, le chef de file des députés LR, Olivier Marleix, a jugé « inutile de rajouter du chaos au chaos » et ne devrait pas voter la motion. Tout comme Jean-Philippe Tanguy, député du Rassemblement national (RN), qui a déclaré qu'il n'y avait « pas eu de consignes données » mais juge « compliqué de voter une motion Nupes ».

## Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433